



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.100/2
du 23 octobre 2024

advies 77.100/2
van 23 oktober 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
3 août 2012 fixant les
conditions et les modalités
selon lesquelles l'Institut
national d'assurance
maladie-invalidité octroie une
intervention financière pour
le fonctionnement des
organisations professionnelles
représentatives des praticiens
de l'art dentaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
3 augustus 2012 tot
vaststelling van de
voorwaarden en modaliteiten
volgens welke het
Rijksinstituut voor ziekte- en
invaliditeitsverzekering een
financiële tegemoetkoming
toekent voor de werking van
de representatieve
beroepsorganisaties van
de tandheelkundigen'

Le 3 octobre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 août 2012 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 octobre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section, et Arnaud PICQUÉ, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 octobre 2024.

*

Op 3 oktober 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheelkundigen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 oktober 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Arnaud PICQUÉ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 oktober 2024.

*

RECEVABILITÉ

1. Le projet d'arrêté royal se donne pour objet de modifier l'article 3 de l'arrêté royal du 3 août 2012 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire'. Il résulte du texte même de l'arrêté en projet qu'il a été conçu pour s'appliquer uniquement pendant les années 2024 à 2027.

2. La section de législation a déjà considéré qu'un projet d'arrêté similaire ne revêtait pas de portée réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

Dans un avis 68.699/2 donné le 15 février 2021 ¹, la section de législation s'est déclarée incompétente en ces termes :

« Le projet d'arrêté tend à modifier l'article 3 de l'arrêté royal du 3 août 2012 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire'.

Il résulte du texte même de l'arrêté en projet qu'il a été conçu pour s'appliquer uniquement pendant les années 2020 à 2023.

Comme l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, cette période correspond exactement à la durée des mandats qui, au sein des organes de gestion concernés de l'Institut, ont été attribués aux organisations professionnelles représentatives des dentistes à la suite des élections intervenues à cette fin en 2019 ².

Aussi, comme l'a de même confirmé la fonctionnaire déléguée, l'arrêté en projet est uniquement destiné à s'appliquer aux organisations professionnelles de dentistes qui ont été reconnues comme représentatives en vue de la tenue des élections intervenues en 2019, à savoir la Société de médecine dentaire, la Chambre syndicale dentaire, la Belgian Union of Orthodontic Specialists, la Vlaamse Beroepsvereniging Tandartsen et le Verbond der Vlaamse Tandartsen ³.

¹ Avis 68.699/2 donné le 15 février 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 février 2021 'modifiant l'arrêté royal du 3 août 2012 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire'.

² Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Il résulte de l'article 211 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, que les élections réglant la représentation des organisations professionnelles visées par cette disposition – ce qui est notamment le cas des organisations professionnelles représentatives des dentistes – ont lieu tous les quatre ans.

³ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : <http://www.inami.fgov.be/fr/professionnels/sante/dentistes/Pages/elections-dentistes.aspx>.

De ce fait, il est dépourvu de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

Partant, la demande d'avis est irrecevable » ⁴.

3. Compte tenu de sa durée de validité limitée aux années 2024 à 2027, le texte en projet apparaît lui aussi comme ayant une portée limitée et comme étant destiné à s'appliquer uniquement à des destinataires déterminés, étant les organisations professionnelles de dentistes qui ont été reconnues comme représentatives en vue de la tenue des élections intervenues en 2023, à savoir : la Verbond der Vlaamse Tandartsen (VVT), la Vlaamse Beroepsvereniging Tandartsen (VBT), la Belgian Union of Orthodontic Specialists (BUOS), la Chambre de Médecine Dentaire (CMD) et la Société de Médecine dentaire ASBL, association dentaire belge francophone (SMD) ⁵.

Les modifications apportées par la loi du 23 mars 2022 'modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les élections médicales' à l'article 211 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', dont il résulte que la fréquence des élections réglant la représentation des organisations professionnelles de dentistes n'est plus déterminée par la loi mais devra l'être par le Roi, un tel arrêté royal n'ayant pas été adopté à la date du présent avis, ne conduisent pas à une conclusion différente quant au caractère non réglementaire du projet au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'. En effet, la circonstance que la fréquence de ces élections est à ce stade indéterminée, en l'absence d'un arrêté royal déterminant cette fréquence, est sans incidence sur le constat que l'arrêté en projet n'a vocation à s'appliquer, durant sa période de validité, qu'aux destinataires déterminés mentionnés ci-avant.

4. Il s'ensuit que l'arrêté en projet est dépourvu de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

Partant, la demande d'avis est irrecevable.

*

⁴ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Pour des raisons analogues, cette conclusion était déjà celle retenue dans les avis suivants de la section de législation du Conseil d'État : l'avis n° 51.494/2 donné le 2 juillet 2012 sur le projet devenu l'arrêté royal du 3 août 2012 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51494.pdf>) et l'avis n° 59.097/2 donné le 6 avril 2016 sur le projet devenu l'arrêté royal du 27 avril 2016 'modifiant l'arrêté royal du 3 août 2012 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut national d'assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art dentaire' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59097.pdf>).

⁵ <https://www.inami.fgov.be/fr/professionnels/professionnels-de-la-sante/dentistes/exercice-du-metier/dentistes-elections-2023-de-vos-organisations-representatives>.

ONTVANKELIJKHEID

1. Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 ‘tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheelkundigen’. Uit de tekst van het ontwerpbesluit zelf volgt dat het aldus opgevat is dat het uitsluitend tijdens de jaren 2024 tot 2027 van toepassing is.

2. De afdeling Wetgeving heeft in verband met een soortgelijk ontwerpbesluit reeds geoordeeld dat het niet van reglementaire aard was in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

In advies 68.699/2 van 15 februari 2021¹ heeft de afdeling Wetgeving zich onbevoegd verklaard in de volgende bewoordingen:

“Het ontwerpbesluit strekt tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 ‘tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheelkundigen’.

Uit de tekst van het ontwerpbesluit zelf volgt dat het aldus opgevat is dat het uitsluitend tijdens de jaren 2020 tot 2023 van toepassing is.

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, komt die periode exact overeen met de duur van de mandaten die binnen de betrokken beheersorganen van het Instituut aan de representatieve beroepsorganisaties van de tandartsen toegewezen zijn naar aanleiding van de verkiezingen die daartoe in 2019 zijn gehouden.²

Zoals de gemachtigde ambtenaar voorts ook nog bevestigd heeft, is het dan ook de bedoeling dat het ontworpen besluit alleen geldt voor de beroepsorganisaties van tandartsen die als representatief erkend zijn met het oog op het houden van de verkiezingen die in 2019 hebben plaatsgehad, namelijk de Société de Médecine Dentaire, de Chambre Syndicale Dentaire, de Belgian Union of Orthodontic Specialists, de Vlaamse Beroepsvereniging Tandartsen en het Verbond der Vlaamse Tandartsen.³

¹ Advies 68.699/2 van 15 februari 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 24 februari 2021 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheelkundigen’.

² Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Uit artikel 211 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, blijkt dat de verkiezingen op basis waarvan de vertegenwoordiging wordt geregeld van de representatieve beroepsorganisaties bedoeld in die bepaling – wat inzonderheid het geval is met de representatieve beroepsorganisaties van de tandartsen – om de vier jaar plaatsvinden.

³ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: <http://www.inami.fgov.be/nl/professionals/individuele zorgverleners/tandartsen/beroep/Paginas/verkiezingen-tandartsen.aspx>.

Daardoor is het ontwerpbesluit niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet ontvankelijk.”⁴

3. Gelet op het feit dat de ontworpen tekst uitsluitend tijdens de jaren 2024 tot 2027 van toepassing zal zijn, lijkt hij ook een beperkte draagwijdte te hebben en lijkt het de bedoeling te zijn dat hij enkel van toepassing zal zijn op welbepaalde adressaten, te weten de beroepsorganisaties van tandartsen die als representatief erkend zijn met het oog op het houden van de verkiezingen die in 2023 hebben plaatsgehad, namelijk: het Verbond der Vlaamse Tandartsen (VVT), de Vlaamse Beroepsvereniging Tandartsen (VBT), de Belgian Union of Orthodontic Specialists (BUOS), de Chambre de Médecine Dentaire (CMD) en de Société de Médecine dentaire ASBL, association dentaire belge francophone (SMD).⁵

De wijzigingen die bij de wet van 23 maart 2022 'tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de medische verkiezingen' aangebracht zijn in artikel 211 van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waaruit volgt dat niet langer de wet, maar de Koning voortaan bepaalt om de hoeveel tijd de verkiezingen plaatsvinden op basis waarvan de vertegenwoordiging geregeld wordt van de beroepsorganisaties van de tandartsen, leiden, aangezien op de datum van dit advies geen dergelijk koninklijk besluit vastgesteld is, niet tot een andere conclusie wat betreft het feit dat het ontwerp niet van reglementaire aard is in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'. De omstandigheid dat op dit ogenblik nog niet vaststaat om de hoeveel tijd die verkiezingen gehouden worden, bij gebreke van een koninklijk besluit waarin dat wordt bepaald, doet niets af aan de vaststelling dat het de bedoeling is dat het ontworpen besluit tijdens de geldigheidsperiode ervan enkel van toepassing zal zijn op de welbepaalde adressaten die hierboven vermeld worden.

⁴ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Om analoge redenen was dit reeds de conclusie in de hiernavolgende adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State: advies 51.494/2, op 2 juli 2012 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 'tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheekkundigen' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51494.pdf>) en advies 59.097/2, op 6 april 2016 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 27 april 2016 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de tandheekkundigen' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59097.pdf>).

⁵ <https://www.riziv.fgov.be/nl/professionals/individuele-zorgverleners/tandartsen/uitoefening-van-uw-beroep/tandartsen-verkiezingen-2023-voor-uw-vertegenwoordiging-in-onze-organen>.

4. Daaruit volgt dat het ontwerpbesluit niet van reglementaire aard is in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet ontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Bernard BLERO